

La Journée Mondiale Sans Tabac Mardi 31 mai 2005 **25/05/2005**

Les professionnels de la santé sont aujourd'hui dans une position idéale pour jouer un rôle prescripteur lors de la journée mondiale sans tabac.

L'Union Européenne, à travers cette action, supporte les projets d'échanges et de meilleures pratiques visant à promouvoir le rôle spécifique des professionnels de la santé dans la prévention du tabagisme et l'arrêt de la consommation de tabac.

La nouvelle campagne de l'Union Européenne de lutte contre le tabagisme, « HELP, Pour une vie sans tabac », s'associe à la Journée Mondiale Sans Tabac, via le lancement d'une importante campagne télévisuelle d'information dans les 25 pays membres.

Introduction

Actuellement, on compte, à travers le monde, 1,3 milliard de fumeurs et 4,9 millions de décès liés au tabagisme chaque année. Près de la moitié des fumeurs risque de décéder des suites d'une maladie liée à la consommation de tabac. D'ici à 2030, la Banque Mondiale prévoit le décès d'un fumeur sur six (1). Bien que près de 50% de ces morts concernent les pays en voie de développement, la consommation de tabac est toujours un problème majeur de santé publique en Europe. C'est la deuxième plus grande cause de décès dans le monde. Les gouvernements et les législateurs ont pour devoir de prévenir ces décès, mais la société doit également être impliquée, ainsi que les professionnels de la santé. Ces derniers ont gagné la confiance des populations et des médias et peuvent toucher de plus grandes couches tant sociales, économiques que politiques. Les professionnels de la santé, étant en contact avec un pourcentage important de la population, ont la possibilité de les aider à changer leur comportement. Ils peuvent donner des conseils et des réponses liés aux conséquences de la consommation de tabac, aider les patients à arrêter de fumer et prévenir les enfants et les adolescents des dangers du tabagisme. Des études ont montré qu'une simple consultation auprès des professionnels de la santé tant sur les dangers du tabac que sur l'importance d'arrêter de fumer, est l'une des méthodes les plus efficaces pour réduire la consommation de tabac. (2)

Les professionnels de la santé peuvent intervenir à plusieurs niveaux. A titre individuel, ils peuvent éduquer la population sur les méfaits du tabagisme et indiquer comment surmonter la dépendance. Des directives ont été publiées pour conseiller les professionnels de la santé (3). Au niveau communautaire, ils peuvent promouvoir des espaces non fumeur au travail et faciliter l'accès à l'information pour ceux qui souhaitent arrêter de fumer.

Enfin, au niveau social, ils peuvent appuyer les efforts nationaux pour promouvoir la lutte contre le tabagisme, faire du lobbyisme en faveur de mesures de taxation, renforcer la législation et promouvoir des initiatives comme la Journée Mondiale Sans Tabac. A titre d'exemple, une pétition au niveau européen, a été récemment lancée par les professionnels de la santé, exigeant l'accès aux services d'aide à l'arrêt pour les fumeurs, la protection totale des non-fumeurs du tabagisme passif et la mise en œuvre de la convention cadre de l'OMS sur la prévention du tabagisme.

D'une manière générale, les professionnels de la santé, doivent être exemplaires, tant vis-à-vis. des autres organisations professionnelles que de la société. En déclarant tout leur espace professionnel et culturel non fumeurs, ils deviennent des exemples à suivre pour leurs patients.

Comparaison à travers l'Europe

L'« International Network of Health Promoting Hospitals » et le Réseau Européen des Hôpitaux Sans Tabac, installés dans la plupart des états membres, sont actifs pour mettre en place des services non-fumeurs, des services d'aide à l'arrêt et d'incitation à l'arrêt pour les professionnels de la santé eux-mêmes(4). Les professionnels de la santé à Malte ont déclaré que l'introduction de la législation en faveur des espaces non-fumeurs a favorisé l'augmentation du nombre de personnes qui ont arrêté de fumer. Forts de ces expériences, de nombreux pays ont mis en œuvre ou vont très prochainement mettre en œuvre des interdictions de fumer sur les lieux de travail, dans les transports en commun et dans les lieux publics.

A la fois Malte et la Suède, ont abrité les organisations anti-tabac des professionnels de la santé comprenant médecins, dentistes, infirmiers, professeurs, pharmaciens et psychologues. De tels organismes ont, avec le Ministère de la Santé à Malte, établi un système d'aide à l'arrêt en permettant l'accès à des cliniques spécialisées dans la désintoxication. Le département de la santé organise des conférences et des formations éducatives pour informer des bienfaits de l'arrêt du tabac. En Suède, des groupes comme les réseaux européens des infirmières, des sages-femmes, et des professionnels de la santé, contre le tabac, soulèvent des problématiques politiques, débats et développement professionnels. De telles organisations ont aussi entraîné les professionnels de la santé à adopter des mesures anti-tabac plus sévères et à développer des compétences pour aider les patients dans le long processus qu'est l'arrêt du tabac. Plus de deux tiers des dentistes à la fois en Suède et en Finlande ont statué qu'il est de leur devoir d'encourager leurs patients à arrêter de fumer (5). En Grande-Bretagne, le NHS a mis en place un service d'aide à l'arrêt extrêmement efficace et complet. Ce service propose des conseils et de l'aide aux fumeurs désirant arrêter de fumer.

Les professionnels de la santé ont besoin d'actualiser leurs connaissances et leur expertise tout au long de leur carrière pour maintenir leurs compétences. La formation des étudiants et des stagiaires en post-qualification est vue comme une mesure efficace pour conseiller les personnes souhaitant arrêter de fumer. Cependant, une telle formation varie à travers l'Europe. En Estonie, les praticiens sont formés pour conseiller les fumeurs et l'Estonie vise à avoir au moins un bureau avec des conseillers professionnels de la santé dans chacun des 15

départements d'ici la fin 2005. Depuis 1995, tous les étudiants de la principale université médicale de Lituanie reçoivent des cours sur la prévention du tabac et sur les moyens d'aide à l'arrêt. L'Allemagne considère qu'il est important d'augmenter la sensibilisation des médecins et des autres professionnels de la santé dans le traitement de la dépendance au tabac car le manque d'expérience des techniques d'arrêt de la consommation de tabac est patent dans ce pays.

La sensibilisation et l'éducation du public, spécialement des enfants, des adolescents et des jeunes adultes, est considérée comme vitale dans une politique non-fumeur et ici, les professionnels de la santé jouent un rôle extrêmement important. En Grèce, les professionnels de la santé informent en priorité les jeunes à propos de la dépendance et des dangers de la consommation de tabac. En Suède, en Espagne et en Slovaquie, les professionnels de la santé ont travaillé avec les écoles pour enrichir le programme scolaire en incluant la lutte contre le tabac et le respect d'une bonne santé, on en reste toutefois à un stade embryonnaire en Espagne et en Slovaquie. A Chypre, des campagnes de sensibilisation publiques visent les jeunes, les femmes enceintes, et en Estonie l'Institut National pour le Développement de la Santé a mis en place une approche innovante dans les écoles, où la pression de l'entourage ne favorise pourtant pas l'arrêt du tabac des enfants à l'école.

Les obstacles au succès du programme

Les deux principaux obstacles dans de nombreux états européens pour une politique efficace anti-tabac sont financiers, en dépit des mesures pro-actives abordant la dépendance au tabac. L'un est le niveau de taxation des cigarettes, et l'autre est la différence dans le coût du traitement des individus.

L'Organisation Mondiale de la Santé et la Banque Mondiale estiment qu'une augmentation de 10% du prix des cigarettes motiverait 42 millions de personnes au niveau mondial pour arrêter de fumer (6). Les taxes imposées sur les cigarettes peuvent conduire à des différences de prix importantes dans les différents pays européens. Par exemple, les cigarettes achetées au Luxembourg peuvent être trois fois moins chères que celles achetées en Grande-Bretagne,(7) ce qui permet au Luxembourg d'attirer un nombre important de fumeurs des pays voisins. En France, une augmentation des prix, ces dernières années, a fait décroître le nombre de fumeurs. Les professionnels de la santé utilisent leur rôle pour faire du lobbying auprès du gouvernement afin de modifier le système de taxation et d'obtenir une uniformisation des prix entre états membres de l'UE.

Le coût d'obtention d'un traitement de dépendance au tabac peut être un obstacle majeur. Le tabagisme est plus répandu parmi la population la plus défavorisée. Le coût d'un traitement d'arrêt ne devrait pas être prohibitif. Actuellement, il n'y a pas de consensus concernant le traitement à travers l'Europe. Par exemple, à Malte, les cliniques de désintoxication sont facilement accessibles à tous, et gratuites. En Grande-Bretagne, le NHS a mis en place une aide à l'arrêt du tabagisme, incluant une thérapie de remplacement de la nicotine, disponible sur ordonnance, traitement gratuit pour les personnes âgées et les personnes aux revenus faibles. Dans les pays comme l'Espagne, l'Allemagne et la Slovaquie l'aide aux soins n'est pas gratuite. Par exemple, les conséquences en Allemagne en sont que seulement 25% des médecins s'informent du statut tabagique de leurs patients et moins de 5% les conseillent d'arrêter de fumer. Cette situation est également attribuée à un manque d'information des médecins, et à un manque de temps et de connaissances sur la dépendance au tabac. En Slovaquie, le manque de connaissances a été cité comme un problème majeur dans les programmes de lutte contre la dépendance à la nicotine, en dépit du taux croissant de succès des divers projets. Le niveau de rechutes peut être élevé dû à un manque de suivi psychologique des fumeurs désirant arrêter de fumer.

En conclusion, la sensibilisation du public et la recherche ne sont pas conséquentes dans les pays de l'Union Européenne. Bien que les projets de recherche sur l'efficacité des programmes d'arrêt du tabagisme aient commencé en Espagne et soient en préparation à Chypre, nous manquons cruellement de données sur l'efficacité de tels projets.

Résumé

Les professionnels de la santé jouent un rôle important dans l'éducation à la réduction du tabac. Des organisations chapotant les professionnels de la santé ont un impact positif sur la politique de décisions, sur les débats, et ces organisations s'assurent de l'éducation et de la formation continue des professionnels de la santé. Cependant, ces organisations ne peuvent pas fonctionner sans l'aide des Etats membres. Par conséquent, les professionnels de la santé doivent eux-mêmes arrêter de fumer et dans leurs efforts convaincre la population de rechercher de l'aide pour arrêter de fumer et rallier les populations tant au niveau national qu'international pour être à l'origine des initiatives anti-tabac.

Pour plus d'informations sur la campagne HELP –Pour une vie sans tabac, la campagne européenne de lutte contre le tabagisme : http://europa.eu.int/comm/health/.../tobacco_en.htm

Sources

(1) Economics of Tobacco Control: Curbing the Epidemic: Governments and the Economics of Tobacco Control. World Bank Development in Practice Series, 1999, Washington DC

(2) Sarajevo. Doctors must stub out smoking. StudentBMJ 2004; 12: 89–132

(3) Raw et al., Thorax 1998; 53 (suppl 5): S1–S18 and BMJ 1999; 318

(4) Health Promotion Department, Malta, 15 November 2004.

(5) Allard, RHB. Tobacco and Oral Health Opinions of EU–dentists. A 1998 survey. Presentation at the 3rd meeting of the EU Working Group on Tobacco and Oral Health, Dublin, May 1999.

(6) <http://www.who.int/inf-pr-2000/en/pr2000-53.html>

(7) Montes and Villalbí. The price of cigarettes in the European Union. Tobacco Control 2001; 10: 135–136

Remarques :

– Ce communiqué de presse a été élaboré sur base de l'expertise fournie par les membres du Réseau Européen de Prévention du Tabagisme (REPT) (avril 2005).

« Les opinions exprimées ne peuvent en aucun cas être considérées comme une position officielle de la Commission européenne. » Liens et sources font partie du texte.

Une initiative de l'Union Européenne

